



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Retraites

Question écrite n° 40235

Texte de la question

Certes, des dispositions importantes ont été prises par la loi de modernisation agricole de février 1995. Toutefois, M. Georges Colombier attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation sur le problème lié à la revalorisation des retraites des professions agricoles. Les retraites agricoles demeurent très faibles et bien inférieures à celles servies dans les autres régimes. À titre d'exemple, la retraite d'une épouse d'ancien exploitant agricole s'élève aujourd'hui à 1 384 francs par mois. Par ailleurs, 91,4 p. 100 des exploitants agricoles percevraient une retraite inférieure à 3 000 francs par mois, voire même bien inférieure au RMI. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il envisage afin d'accorder une meilleure reconnaissance aux agriculteurs.

Texte de la réponse

Ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, des avancées importantes ont été accomplies depuis deux ans pour améliorer les pensions servies aux agriculteurs et agricultrices. En 1994, les petites retraites que perçoivent les chefs d'exploitation ayant été pendant plusieurs années aides familiaux, ont été revalorisées grâce à l'attribution gratuite de points de retraite proportionnelle. Cette mesure, qui entraîne des charges annuelles supplémentaires de 500 millions de francs, a permis de relever, des 1994, de plus de 10 p. 100 en moyenne les pensions de 170 000 petits retraités. En second lieu, la réforme des règles de reversion dans le régime agricole qui a été réalisée par la loi de modernisation du 1^{er} février 1995 et qui est programmée sur trois ans (1995, 1996 et 1997), améliore de manière très importante la situation des conjoints survivants. Pour les 340 000 veuves ou veufs actuellement titulaires d'une pension de reversion, la loi a prévu l'attribution d'une majoration forfaitaire portée progressivement de 2 000 francs en 1995 à 4 000 francs en 1996 et à 6 000 francs en 1997, ce qui conduira alors à un relèvement, en moyenne, d'un tiers des pensions qui leur étaient versées antérieurement. Cette réforme représente un effort supplémentaire net de 540 millions en 1995, de 1,1 milliard en 1996 et de 1,7 milliard en 1997. Par ailleurs, lors de la conférence annuelle agricole du 8 février dernier, le Gouvernement a décidé plusieurs mesures pour améliorer les plus petites retraites. S'agissant des exploitants agricoles qui partiront à la retraite à compter du 1^{er} janvier 1997, il a été décidé de relever progressivement sur trois ans à 1 010 points le nombre de points retenus pour le calcul de la retraite proportionnelle, de manière à garantir à ceux qui auront été chefs d'exploitation pendant la totalité de leur carrière un montant de pension proche du minimum contributif du régime général. Une mesure parallèle, étalée sur trois ans également, prévoit de porter de 600 à 750 points le minimum de retraite proportionnelle des actuels retraités ayant effectué une carrière complète en agriculture (soit une retraite totale de 31 890 francs, valeur au 1^{er} janvier 1996). Enfin, en ce qui concerne les retraites des autres actifs familiaux, il a été décidé de majorer forfaitairement de 1 000 francs en 1997 et de 500 francs supplémentaires en 1998 la pension des conjoints et aides familiaux qui auront effectué également une carrière complète en agriculture. Ces mesures sont nécessairement sélectives. Toutefois, des aménagements seront prévus afin de permettre aux assurés qui ne justifient pas d'une carrière complète en agriculture, mais y ont exercé leur activité pendant une longue période, de bénéficier également d'un relèvement de l'avantage de vieillesse qui leur est servi. Dans les prochains mois, les dispositions

legislatives necessaires pour assurer la mise en oeuvre de ces mesures seront proposees au Parlement. Le Gouvernement entend ainsi, malgre les difficultes des finances publiques et des comptes sociaux et sans augmentation globale des cotisations sociales des actifs, ameliorer d'une maniere progressive, a compter de 1997, la situation des differentes categories de retraites agricoles.

Données clés

Auteur : [M. Colombier Georges](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 40235

Rubrique : Mutualite sociale agricole

Ministère interrogé : agriculture, pêche et alimentation

Ministère attributaire : agriculture, pêche et alimentation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 juin 1996, page 3328

Réponse publiée le : 2 septembre 1996, page 4693